



PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE

LETTRÉ DE CADRAGE DES NÉGOCIATIONS : LA GRANDE (DÉS)ILLUSION ?

L'ordonnance du 17 février 2021 a introduit la mise en œuvre d'une Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Hospitalière. L'application initialement prévue au 1^{er} janvier 2026 a finalement été fixée au 1^{er} janvier 2027 après le vote favorable du PLFSS 2026 par l'Assemblée Nationale. **Alors que la 1^{re} réunion de négociations était programmée le 8 janvier, les organisations syndicales n'ont reçu la lettre de cadrage que le 7 janvier ! Ce cadrage prévoit que la PSC soit mise en place à budget constant et n'ouvre pas les négociations sur les soins gratuits. Nous exigeons que le ministère revoie la copie.**

Quels sont les risques ?

- Problème de financement : **sans budget supplémentaire**, les établissements **seraient** alors **contraints** de **réduire** les **effectifs** et/ou **nos droits** (le CGOS par exemple).
- Si l'on se fie à **ce qui s'est passé** dans les 2 autres versants de la Fonction Publique, il n'y aura **pas de prise** en charge des **ayants droit** et des **retraité-e-s** dans le cadre de la PSC, ce qui entrainera une double dépense pour couvrir enfants et conjoint-e-s.
- Il existe une **immense menace sur le CGOS**, notamment sur la prestation maladie pour financer la PSC ! Ce qui signifierait la fin de la compensation de la perte de traitement au-delà des 3 mois d'arrêt maladie (demi solde) !
- Menace également sur le dispositif des soins gratuits.
(articles L722-1 à L-722-3 du CGFP) →
- **Attention** aux potentielles **conséquences** pour nos portemonnaies : malgré nos attentes, espoirs et besoins d'économies sur nos dépenses de santé, le **risque d'augmentation** des frais/cotisations de mutuelle pour les agents est réel ! Preuve en est avec ces témoignages d'agents de l'Education Nationale déjà concernés par la PSC :

Les soins gratuits, c'est quoi ?

L'article L. 722-1 du Code Général de la Fonction Publique stipule que
"Le fonctionnaire hospitalier bénéficie, dans l'établissement où il est en activité, de la gratuité :

- 1- Des soins médicaux qui lui sont dispensés ;
- 2- Des produits pharmaceutiques que lui délivre pour son usage personnel la pharmacie de l'établissement, sur prescription d'un médecin de ce dernier."

Cette obligation pour les employeur et donc ce droit pour les agents, existe depuis 1986 !



LA CGT RENDICQUE :

- Une Sécurité sociale universelle à 100 %,
- La réelle gratuité des soins pour tous-tes les agent-e-s de la FPH,
- La prise en compte des ayant-e-s droit et des retraité-e-s,
- Le maintien et le renforcement du CGOS,
- Le fléchage d'un financement à la hauteur des besoins,
- La garantie par le ministère qu'aucun-e agent-e ne subisse d'augmentation de ses dépenses en matière de complémentaire santé.

“ Pour Emma, c'est « une augmentation de 20 % » si elle veut des conditions similaires à celles dont elle bénéficie actuellement. ”

“ Guillaume :
« Je viens de refaire mes calculs avec les derniers chiffres connus en date, comparant ma mutuelle actuelle pour mon fils et moi, à garanties similaires. C'est une perte de 347 euros par an pour moi, une perte de 429 euros pour l'état ! » ”